

Chères amies, chers amis

Enfin, nous y voilà ! Enfin.

Après des milliers de contacts établis avec tant de personnes qui nous ont livré leur ressenti, leurs craintes mais surtout leurs aspirations pour l'avenir, nous sommes enfin dans les conditions requises pour qu'un nouveau mouvement politique puisse voir le jour en Belgique francophone. Je tiens à remercier particulièrement celles et ceux d'entre vous, et vous êtes plus d'un quart de la salle, qui ne sont pas membres, qui sont pourtant ici à Tour et Taxis, pour vivre leur première expérience d'un congrès politique, convaincus par la fraîcheur et l'intérêt de notre démarche. Merci beaucoup !

Chers amis, c'est peu dire que la pandémie nous aura challengés. Au-delà des contraintes, elle nous aura finalement permis de regarder le monde avec d'autres yeux, de réinventer un modèle de société qui pense différemment son rapport au temps, à l'argent, aux déplacements, à l'environnement. Elle nous aura collectivement forcés à revenir à l'essentiel des choses. À l'essentiel des liens humains.

Je mesure bien vos attentes. L'époque est parsemée de mauvaises nouvelles : pandémie, coût de la vie exorbitant, jeunesse désemparée, travailleurs épuisés, indépendants malmenés, les désespoirs et à présent la guerre à nos portes. Dehors, il fait sombre, je le sais. Cette première partie du 21^{ème} siècle est celle de toutes les crises. Beaucoup les vivent encore dans leur quotidien, dans leur portefeuille, dans leur famille ou dans leur chair. Ça ne peut plus continuer comme ça.

Pour une trop grande majorité de la population, ce n'est plus une question de vie mais de survie face au coût du logement ou du carburant. C'est révoltant. C'est indigne. Mais l'indignation ne suffit plus. Il faut une vision et de l'action. Nous voulons donner une nouvelle couleur à la société ! Oui, nous sommes ici pour fonder un nouveau mouvement politique. Mais c'est bien plus que cela.

Aujourd'hui, pour nous tous, cette journée est historique. Aujourd'hui, est une invitation à se dresser contre la fatalité, contre les discours oppressants, contre les actes destructeurs. Maintenant, il s'agit de se lever pour un nouveau modèle de société, pour des paroles qui soulèvent les cœurs généreux, pour des actions concrètes et bienveillantes.

Débattre avec les citoyens, comme nous l'avons fait intensément ces deux dernières années, c'est se rendre compte qu'ils aspirent profondément à retrouver un climat apaisé. Un espace de vie préservé. Un environnement de qualité. Des ressources financières pas nécessairement abondantes, mais en tout cas suffisantes pour prendre soin de leur famille ou développer des projets. Ils veulent un Etat qui sécurise et qui soit juste. De la générosité dans l'action menée, et de la responsabilité dans les gestes posés. Ils souhaitent une action publique équilibrée et surtout orientée résultats.

Ils ne comprennent pas et surtout ils n'acceptent plus, à la lumière des situations vécues, que nous ayons autant, en Europe, sous-traité au fil du temps nos différentes souverainetés. Notre souveraineté militaire, sous-traitée aux Etats-Unis, dont la période Trump a rappelé la fragilité. Notre souveraineté alimentaire, sous-traitée à l'Amérique du Sud ou des pays hors Europe qui ne respectent pas les mêmes normes sanitaires et environnementales que celles imposées à nos agriculteurs. Notre souveraineté énergétique, sous-traitée à la Russie pour partie en matière de gaz, ou peut-être prochainement à la France en matière nucléaire faute d'ouvrir les yeux sur les enjeux géopolitiques. Notre souveraineté industrielle et commerciale aussi, sous-traitée à l'Asie et ses usines low-cost qui tournent à plein régime au détriment des nôtres. Notre souveraineté économique enfin, lorsque la main d'œuvre recrutée à l'étranger provoque un tel dumping social. Mais aussi notre souveraineté sanitaire, lorsqu'il s'agit d'aller chercher notre personnel soignant à l'étranger non pas parce que le nôtre serait incompetent, bien au contraire, mais parce qu'il est corseté dans ses études. C'est dingue ! Et ils nous l'ont dit : ça suffit.

Les citoyennes et les citoyens que nous avons rencontrés ne sont pas pour autant gagnés, dans leur grande majorité, par quelque tentative de repli sur soi. Par une volonté de dresser des murs. Non. Ils souhaitent simplement des règles du jeu plus justes. Pour que les agriculteurs, les travailleurs, les employeurs, les artisans, les producteurs puissent évoluer à armes égales.

Plus que jamais, notre salut passera par une Europe forte. Une Europe de la Défense. Une Europe sociale et fiscale. Une Europe agile et décomplexée. Une Europe qui vient probablement de comprendre combien il est urgent qu'elle se réaffirme comme réelle puissance géopolitique. L'Union européenne ne peut plus se contenter d'être le lieu d'arbitrage du plus petit commun dénominateur. L'Europe doit cesser d'être un herbivore dans un monde de carnivores¹.

Notre mouvement sera résolument pro-Européen, acquis à cette noble cause d'une construction d'un destin commun entre Etats souverains. Notre mouvement, universaliste, contribuera à consolider un axe européen centriste fort, et revendiquera un regard et un engagement international affirmé. La plus belle des humanités est celle que l'on décidera collectivement de préserver, que ce soit avec ou sans papiers.

Le monde est en train de changer. Sous nos yeux.

Le monde change et les partis politiques traditionnels peinent à suivre son évolution. Ils répondent de manière inadéquate et insuffisamment concrète aux problèmes rencontrés quotidiennement par la population. Ils paraissent lutter davantage pour des postes que pour des idées. Ils sont plus que jamais en obsolescence programmée, défenseurs d'héritages du passé davantage que l'incarnation des réponses aux défis et utopies de demain. C'en est parfois risible ! Les partis politiques actuels sont devenus des caricatures d'eux-mêmes, ils fragmentent chaque jour un peu plus la société.

Nos sociétés occidentales n'ont jamais été aussi gâtées, nos industries aussi productives. Et pourtant nous sommes loin du compte en termes de bonheur, de qualité de vie et

¹ Expression empruntée à Jean Quartemer, journaliste à Libération.

d'épanouissement. Pourquoi ce paradoxe ? La société de consommation nous impose de pseudo nouveaux besoins, le pouvoir d'achat se réduit, de nombreuses familles sont fragilisées, la classe moyenne s'affaiblit, les jeunes éprouvent des difficultés à acquérir un logement, les services de l'État — police, justice, enseignement, soins de santé... — sont sous-financés. L'inflation des lois et règlements paralyse l'action publique et freine l'initiative ; le travail et l'effort ne sont pas valorisés à leur juste mesure ; la réussite est suspecte voire décriée... Au même moment, l'angoisse climatique et environnementale n'a jamais été aussi forte. La société manque clairement d'une boussole.

Nous allons tenter un nouveau chemin. Plus juste. Plus libre. Un chemin innovant, peut-être risqué, certainement audacieux, mais en tout cas, éminemment sincère. Un chemin inédit pour un mouvement politique. Nulle part ailleurs, cette idée politique n'a été tentée.

Ce chemin, c'est la route de la régénération. Régénérer, c'est cultiver sans épuiser. Cultiver l'être humain et la terre sans les épuiser, redonner vie à ce qui est abîmé, ressourcer et innover. La logique n'est plus d'entretenir l'opposition des éléments mais de cultiver leur harmonie. Ce concept est une nouvelle utopie, une nouvelle méthode et une nouvelle couleur politique pour créer un avenir soutenable et désirable. La régénération est l'espoir et la voie du bonheur. Elle est un engagement et une quête de sens.

Le grand sociologue et philosophe Edgard Morin l'a appelé de ses vœux en parlant d'humanisme régénéré ; plusieurs think-thank à travers le monde commencent à s'inspirer de la régénération qui va plus loin que l'humanisme et l'écologie, que le socialisme et le libéralisme. Elle invite à la réconciliation de tout ce qui fait notre monde, qui peut être si beau. Grâce à la régénération, saisissons à pleines dents et à pleines mains cette chance de prendre soin de notre humanité et de notre planète.

Nous voulons proposer une alternative citoyenne aux simplismes, aux populismes et aux extrémismes qui gangrènent notre démocratie. Nous voulons construire une société ouverte, apaisée, créative et inclusive. Une société où demain sera plus beau qu'aujourd'hui. Où chacun vivra mieux et aura l'opportunité de devenir ce qu'il souhaite. Nous voulons créer les jours heureux. Bâtir une Belgique prometteuse pour nos enfants, plutôt que ressasser avec nostalgie la Belgique de notre enfance².

Dans ce contexte, la nuance, loin d'être une faiblesse, sera une force et une vertu. Dans cette période de clash et de trash, la pondération sera une posture de courage et un besoin chaque jour plus essentiel. Le courage politique, le courage des politiques, ce n'est pas de « hurler avec les loups ». C'est pouvoir donner un cap et assumer des choix sans vaciller au premier coup de vent. C'est faire preuve de détermination et de justesse dans l'engagement, c'est être d'une intégrité irréprochable dans les comportements et dans les propos.

Notre mouvement politique, résolument centriste et progressiste, désire fédérer tant les esprits entrepreneurs que les acteurs associatifs. Avec les citoyens engagés qui prendront part à cette aventure humaine et collective, nous réhabiliterons la position nuancée et constructive comme force d'avenir, loin des postures caricaturales des partis tirant sans cesse

² Formule empruntée à Emmanuel Macron.

plus à gauche ou plus à droite et qui génèrent eux-mêmes au sein de la société les tensions qu'ils dénoncent.

Nous refusons que certains doivent choisir entre manger correctement, se chauffer ou se soigner. Nous refusons que l'efficacité de l'État soit mise à mal par des situations risibles comme 9 ministres de la santé dans un pays de 11 millions d'habitants. Nous refusons que les asperges du Pérou soient moins chères que celles de Wareme. Nous refusons que tant de bâtons soient mis dans les roues de ceux qui entreprennent. Nous refusons que les femmes gagnent toujours moins que les hommes. Nous refusons que trop d'élèves se retrouvent en garderie faute de professeurs en suffisance. Nous refusons que certains et certaines, en 2022, se sentent encore contraints de masquer leur identité sexuelle. Nous refusons qu'il faille attendre 5, 10, 15 parfois 20 ans pour obtenir un jugement, en raison de l'asphyxie de la justice. Nous refusons d'enfermer les citoyens dans des identités communautaires ou réductrices. Nous refusons la tentation du conservatisme et le rejet des réformes. La volonté de s'accrocher à des acquis ou à des privilèges individuels, ne peut que nous détourner du progrès collectif.

Il faut changer notre vision du bonheur. A quoi sert-il de chercher à avoir toujours plus, si au final, c'est pour ne pas vivre mieux ? Avec la régénération, nous voulons redonner sens à la vie. Le vivant en harmonie, plus de culture et d'école, une nouvelle prospérité, régénérer la démocratie, un nouveau pacte social, être libres et justes.

Nous avons conçu 6 régénérations qui fondent notre manifeste. Un manifeste qui sera soumis à débat et qui concentre à la fois l'expression de notre approche doctrinale et nos valeurs, et 150 propositions concrètes pour les illustrer. Votre inspiration a permis de rédiger un manifeste dense. Mais ce n'est pas non plus un programme électoral de plusieurs centaines de pages, passant dans le détail tous les secteurs d'activité. Le temps du programme électoral fouillé viendra plus tard. Je vais aussi vous offrir un premier cadeau : celui de ne pas tenter de vous résumer le contenu du manifeste. Porté par mon enthousiasme, j'avais commencé à écrire un discours destiné à vous en partager les éléments passionnants. Au final, j'ai relevé la tête de mon clavier d'ordinateur au terme de 24 pages de discours. Mais soyez rassurés, pas de syncope en vue, je me suis astreint à être beaucoup plus concis partant du principe que vous aurez tout le loisir de découvrir par le détail ce beau manifeste une fois rentré chez vous.

Nous allons donc égrainer ces régénérations ensemble, en étant assez succinct, et en commençant par celle du vivant.

Texte de la vidéo « La régénération du vivant »

L'Humanité doit se réinventer dans le respect de son environnement. L'être humain prend autant soin de la nature que de lui-même. Le soutien à la Santé, à son personnel est une priorité inaliénable. Le manque de médecin et de soignants est inacceptable.

L'investissement dans les énergies renouvelables est une urgence. La protection de la biodiversité aussi. Nous sommes tous les jardiniers de la Terre. Toutes les générations sont liées, les enfants sont notre avenir et les séniors sont notre trésor.

L'harmonie du vivant est une nécessité.

Vous l'aurez compris, notre nouveau mouvement politique sera irrigué par la conscience environnementale. Nous n'avons qu'une seule planète. Qui la malmène, malmène aussi l'existence humaine. Nous refusons de réduire la nature à un ensemble de ressources exploitables jusqu'à épuisement. Nous voulons que notre génération soit celle qui a rendu possible le meilleur, non celle du déni.

Certaines régions du globe seront davantage encore touchées par des pénuries alimentaires, l'épuisement des réserves d'eau, la disparition de la biodiversité, de fortes canicules, des orages, des inondations et l'exode de millions de personnes. Une benne de déchets plastiques est déversée chaque minute dans l'océan. A ce rythme, il y aura plus de plastique que de poissons dans la mer en 2050.

Soyons conscients que ces catastrophes concernent non seulement les générations futures, mais aussi les générations présentes. Il nous reste donc peu de temps pour passer à la vitesse supérieure. Le chrono est enclenché. Et c'est une course contre la montre.

Nous voulons agir vigoureusement pour que la Belgique soit au plus vite une nation qui sorte de toute dépendance au gaz, au pétrole et au charbon. L'absence de vision claire et robuste des gouvernements en matière énergétique fragilise terriblement notre indépendance énergétique, notre compétitivité et notre pouvoir d'achat par des prix non maîtrisables. Les citoyens n'en peuvent plus de faire les frais, à la pompe ou dans leur citerne à mazout, des errances des gouvernements. Alors, que proposons-nous ?

D'abord, un bouquet d'actions immédiates agissant sur tous les leviers disponibles : réduction drastique des accises, baisse de la TVA, augmentation des bénéficiaires du tarif social pour englober davantage la classe moyenne, octroi d'une prime de 300 € + 100 € par enfant à charge. Il y a urgence. Ensuite, à moyen terme, une approche innovante destinée à accompagner socialement la transition énergétique, grâce à l'octroi d'un dividende carbone à chacun.

Nous souhaitons travailler au développement des énergies renouvelables. Mais soyons lucides : remplacer l'énergie fossile uniquement par de l'éolien et du photovoltaïque n'est pas réaliste. A fortiori quand on sait que la demande électrique va littéralement exploser dans les années à venir, notamment en raison de l'électrification accrue du parc automobile. Le soutien à la recherche sera essentiel, notamment dans le domaine du nucléaire qui peut redevenir une énergie d'avenir et un allié. L'Europe est à la pointe de la recherche, ne le négligeons pas.

Régénérer le vivant nécessite indiscutablement de privilégier la santé des citoyennes et des citoyens, mais aussi de valoriser ceux qui en prennent soin. Nous pouvons être faibles, nous pouvons tomber malades, nous pouvons vieillir, nous pouvons être porteuses ou porteurs d'un handicap. L'accès aux soins de santé témoigne de notre humanité. Le renforcement de notre système de soins est indispensable pour affirmer et reconnaître notre droit à la vulnérabilité.

Or notre système de santé est déficient. Les mesures prises pour limiter la croissance des dépenses et la recherche de rentabilité ont détérioré structurellement les conditions de travail du personnel soignant et entraîné une déshumanisation des soins. La Belgique traite mal ses infirmières et infirmiers. Par rapport à la norme européenne, elles et ils sont chargés de deux fois plus de patients. C'est insoutenable.

Un refinancement massif du secteur, en ce compris de la santé mentale, est, à nos yeux, une nécessité. Il s'agira d'engager du personnel supplémentaire, d'offrir un accompagnement adéquat aux patients, d'améliorer les conditions de travail du secteur et reconnaître sa pénibilité. Objectif ? Renforcer l'attractivité des professions de soins et remédier aux situations de pénurie.

Nous voulons que chacun puisse avoir accès à un médecin. Il est essentiel de soutenir les jeunes qui décident de s'engager dans des études exigeantes. Nous supprimerons l'examen d'entrée et le numerus clausus limitant l'accès aux études et à la profession des médecins. C'est une aberration.

Nous voulons également que notre politique de santé se fonde prioritairement sur la prévention. La prévention commence par une alimentation de qualité accessible à tous. Nous voulons passer progressivement à une agriculture sans pesticides et respectueuse de la conservation des sols. Cette transition sera réalisée par étapes mais de manière volontariste. Il s'agit de réformer avec les agriculteurs et pas contre les agriculteurs.

La prévention passe également par une hygiène de vie et une attention portée au corps. Aucun épanouissement n'est possible sans lui. Le sport et l'activité physique sont essentiels à notre santé, tout comme notre bien-être affectif et sexuel. Nous voulons, que dès l'école, ces dimensions soient davantage prises en compte en y abordant notamment les questions de genre et de sexisme.

La santé mentale des jeunes est également préoccupante. Fin 2021, plus d'un jeune sur deux déclarait avoir des difficultés psychologiques. Une meilleure compréhension des causes profondes de leur mal-être et de ce qui les oppresse est indispensable pour pouvoir y remédier, surtout quand on sait que ce mal-être mène trop fréquemment au suicide. L'omniprésence des réseaux sociaux renforce les problèmes de harcèlement et de déficit de l'estime de soi. La cyberdépendance vient s'ajouter aux dépendances plus traditionnelles.

L'allongement de notre espérance de vie est l'une des plus belles avancées de nos sociétés. Vieillir ne signifie pas mourir à petit feu, mais vivre plus longtemps. Nous voulons valoriser l'apport de nos aînés et leur expertise. Nous encouragerons leur présence dans le monde du travail en aménageant les conditions et le rythme, mais aussi en leur permettant d'accéder à l'entrepreneuriat, en évitant que le passage d'un statut d'employé à celui d'indépendant les pénalise sur le plan de la pension. Toute personne âgée doit bénéficier d'une pension de

minimum 1500 €, qu'elle que soit la durée de carrière. Un indépendant ayant travaillé toute sa carrière ne recevra plus une pension inférieure à celle d'un chômeur de longue durée. Ce n'est plus acceptable. Nous veillerons aussi à accorder la priorité aux pensionnés les plus fragiles, notamment aux femmes dont la pension moyenne est largement inférieure à celle des hommes en raison de l'absence de reconnaissance de leur investissement dans la gestion familiale.

Notre deuxième régénération est celle de la culture. La culture sera désormais une priorité et nous nous singularisons dans cette approche. Souvenez-vous ! Souvenez-vous comment avait été traitée la culture durant la pandémie, ou plutôt devrais-je dire : souvenez-vous comment avait été humiliée la culture ! Obligation de fermer les portes sans motifs rationnels, mais bien pour raison de marchandage dans tous les gouvernements. Et pour épilogue : une hypocrisie sans nom des ministres. La culture ne sera plus une valeur d'ajustement. Au contraire : elle sera un pivot de l'action publique. Car elle accomplit les êtres humains. Elle les pousse à interroger le monde où ils vivent et à donner du sens à leur existence. Les auteurs et les créateurs sont notre mine d'or ! La Belgique a un rapport particulier à l'art, puisqu'elle est née, il y a près de 200 ans dans un théâtre. L'imagination culturelle est subversive, c'est elle qui provoque les découvertes et les révolutions. Ce n'est pas pour rien que les dictatures et les régimes autoritaires s'attaquent en premier aux artistes. Le niveau de démocratie et de respect des libertés d'un État se mesure à la vivacité de sa culture.

Texte de la vidéo « La régénération de la Culture »

La culture est un besoin essentiel que le monde politique brade trop souvent. Pas nous ! Les humains ont besoin de culture. Donner sens à la vie, à sa vie. Saisir et créer la beauté, le plaisir.

L'école est également un écrin de créativité. Développer ses compétences, la volonté d'entreprendre, l'esprit critique, la compréhension du monde et apprécier le goût des autres, de nos différences.

La culture et l'école sont le cœur de notre vie ensemble.

L'école est par essence un lieu de créativité. L'accès à un enseignement de qualité est primordial pour assurer une égalité des chances et permettre à chacune et chacun de trouver sa place dans la société.

Les enseignants sont donc des maillons essentiels de la régénération. Nous voulons qu'ils soient revalorisés : une formation renforcée, un meilleur salaire mais aussi plus de temps en classe. Nous voulons que la réforme de la formation initiale des enseignants soit menée à son terme. Elle doit être centrée sur la capacité de différencier les apprentissages en fonction des spécificités de chaque enfant et sur la maîtrise des outils numériques.

Durant la crise sanitaire, l'ordinateur a été utilisé dans le cadre familial pour permettre l'enseignement distanciel. À présent, il doit être intégré dans le cadre scolaire pour que l'école entre dans l'ère numérique. Cela permettra une personnalisation des apprentissages. Les compétences numériques seront reconnues comme des compétences à part entière. Les

élèves apprendront à les utiliser, mais aussi à en comprendre le mode de fonctionnement, les forces et les dangers.

Nous proposons de revoir l'organisation de la journée scolaire pour qu'elle soit en phase avec le rythme biologique des enfants. Elle intégrera des activités culturelles et sportives, dans la grille horaire, en début d'après-midi par exemple, quitte à terminer les cours un peu plus tard, ce qui souvent sera plus adéquat pour les parents qui travaillent.

Nous souhaitons mettre fin à la guerre scolaire et à la concurrence entre écoles. Le budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles ne peut plus se payer ce luxe. Nous proposons un rapprochement entre l'ensemble des écoles au sein d'un seul réseau harmonisé et autonome. La gestion des écoles officielles serait ainsi déléguée à des ASBL publiques distinctes des autorités. Toutes les écoles respectant l'ensemble des conditions de subventionnement et les décrets de la Fédération Wallonie-Bruxelles, recevront un financement identique. L'égalité de traitement sera ainsi respectée et les rôles de chacun clarifiés : l'organisation de l'enseignement dépendra d'associations autonomes, fonctionnant comme le libre actuellement ; les autorités publiques se concentreront pour leur part sur leurs missions de régulation et de subventionnement. Grâce à cette harmonisation, il n'y aura plus lieu de comptabiliser différemment les anciennetés de cours dispensés dans des réseaux distincts, ce qui bénéficiera à la carrière des professeurs et à leur mobilité. Et il n'y aura plus de raison de financer différemment les établissements scolaires. Un enfant sera enfin égal à un enfant !

Nous défendons la diversité des origines et des opinions. Nos différences culturelles sont en réalité un point commun de notre humanité. Comme démocrates, nous devons reconnaître qu'il continue d'y avoir dans notre pays des discriminations inacceptables. Nous sommes convaincus que chacune de ces discriminations est une injustice mais aussi un cadeau fait aux mouvements fondamentalistes. Nous dénonçons les assimilations, gommant toute trace de spécificités intimes, et les replis communautaires. Nous voulons d'une société apaisée, renouant avec l'aspiration universaliste d'une même appartenance à l'humanité, indépendamment de l'origine, la culture, la couleur de peau ou les convictions philosophiques. Nous nous sentons Charlie quand le radicalisme violent frappe, juifs au moindre acte d'antisémitisme, musulmans lorsque l'Islam est confondu avec l'islamisme, Rohingyas, Ouïghours, chrétiens d'orient, Yézidis... quand ils sont honteusement attaqués ou discriminés.

Cette régénération de la citoyenneté, elle va devoir, pour permettre l'épanouissement de chacun, s'accompagner d'une régénération de la prospérité.

Depuis près d'un siècle, la prospérité est liée à l'augmentation des biens et des services. Actuellement, cette augmentation est arrivée à son terme. Une croissance infinie n'est plus soutenable, la preuve par le réchauffement climatique. Nous voulons régénérer la conception de la prospérité pour construire une société dans laquelle notre génération et celles qui nous suivront pourront vivre mieux.

Texte de la vidéo « La régénération de la Prospérité »

Il ne faut pas subir la croissance, il faut la choisir. Faire toujours mieux plutôt que toujours plus. Pour la qualité de vie. Pour éradiquer la pauvreté. Pour la planète.

La prospérité, ce n'est pas une course effrénée au profit qui se traduit par une explosion des burnout et des décrochages. La prospérité à favoriser, c'est celle du bonheur, du bien-être, du sens au travail. C'est une économie relocalisée et davantage circulaire. C'est celle qui favorise l'effort et le mérite.

La classe moyenne n'est pas un citron à presser jusqu'à la dernière goutte et les indépendants méritent des droits égaux.

La lutte contre la criminalité financière doit être une priorité d'État. La prospérité est aussi une question de justice fiscale et sociale.

Ancrer une nouvelle politique économique dans le 21^{ème} siècle, c'est quitter la posture visant à uniquement défendre des acquis. Pareil conservatisme ne permettra pas d'aller de l'avant et d'améliorer le capital bien-être de chacun. Le principal risque de réel « grand remplacement », c'est celui du déclassement rapide et intégral de la classe moyenne. Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres sont enfoncés dans une précarité accrue. L'existence d'une classe moyenne dense est pourtant capitale pour l'équilibre d'une nation. Il faut donc qu'elle cesse de se sentir déconsidérée, vache à lait des politiques publiques, gagnant toujours trop pour bénéficier d'aides ou d'avantages, mais toujours bonne à payer des impôts.

Il nous faut retrouver une économie vertueuse. Ne laisser personne au bord du chemin et soutenir ceux qui travaillent, particulièrement avec de faibles salaires ; valoriser ceux qui entreprennent pour qu'ils soient mieux protégés que ceux qui ne font rien ; encourager ceux qui ont envie de se reconverter professionnellement, au besoin en s'appuyant sur de nouvelles formations.

Notre prospérité ne peut se réduire à la somme des échanges économiques, sans tenir compte de l'épuisement des ressources naturelles, du capital productif disponible ou du bien-être de la population. Pourtant, c'est cette vision datée et obsolète qui détermine les niveaux de déficit et de dette publics acceptables. Le baromètre financier ne peut être en même temps le thermomètre de l'humanité et de la planète.

Le passage à une économie de qualité nécessite donc d'affiner la notion de prospérité. Le PIB ne devrait plus signifier Produit mais Prospérité Intérieure Brute.

Loin de n'être qu'une question technique ou comptable, changer notre définition de la croissance et du progrès, modifier la manière dont nous mesurons notre prospérité, revient à transformer notre regard sur le monde.

Car le Produit intérieur brut ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur éducation ou de la joie de leurs jeux. Il ne tient pas compte de la beauté de notre poésie

ou de la solidité de nos familles, de l'intelligence de notre débat public ni de l'intégrité de nos fonctionnaires. Le PIB mesure tout, en somme, sauf ce qui donne un sens à la vie.³

Nous voulons réindustrialiser l'économie belge et européenne, y compris dans les secteurs lourds, et favoriser l'émergence de « champions industriels » européens dans les secteurs fondamentaux, comme la santé, l'énergie, l'alimentation ou le numérique.

Le e-commerce ne doit pas être blâmé mais mieux encadré. Dans de nombreux domaines, le numérique offre aussi des réponses adaptées aux spécificités de chacun. Il peut contribuer à l'amélioration de la qualité des soins et au développement de la médecine préventive.

Nous voulons encourager la participation des travailleurs aux bénéfices des grandes entreprises. Il s'agit pour eux de voir dans leur métier plus qu'un gagne-pain, mais une source de sens, de réalisation de soi. Soutenir la création d'emplois demande d'alléger le coût du travail et diminuer l'impôt qui l'affecte, en adoptant une approche plus globale et plus équitable des revenus et plus soutenante des PME.

Les services aux personnes sont une source d'emplois à haute valeur relationnelle ajoutée. Afin de favoriser leur développement, nous proposons que les salaires et les cotisations sociales payées à des personnes pour l'aide et les soins à domicile — enfants, personnes âgées, malades — puissent être déduits fiscalement.

Dans une économie des valeurs, l'égalité salariale entre hommes et femmes est une évidence. Nous sanctionnerons financièrement les entreprises qui ne la respecteraient pas, au terme d'une période de transition.

Transformer une économie productiviste et consumériste en une économie de qualité dépend largement de l'évolution du système fiscal. L'impôt aujourd'hui n'est pas juste. À chaque adoption de nouvelles mesures, des modalités d'évitement de l'impôt sont inventées par des experts payés par ceux qui en ont les moyens. Avoir une fiscalité plus juste, c'est veiller à mieux soutenir fiscalement les indépendants et tous ceux qui entreprennent, et mieux soutenir financièrement les salariés, en particulier les bas et les moyens salaires et les temps partiels.

Pourquoi les revenus du travail sont-ils davantage taxés que les revenus du capital ? Rien ne le justifie. Un euro de gagné est un euro de gagné. Nous proposons que l'ensemble des revenus des particuliers, hors loyers, soit taxé comme impôt des personnes physiques. Cet élargissement de la base imposable permettra de baisser l'impôt sur le travail.

Dès lors que les revenus du capital, y compris les plus-values, seraient taxés de manière plus juste en amont, il n'y aurait plus de raison de taxer les héritages. Nous voulons donc supprimer les taxes sur les successions, perçues comme un véritable hold-up d'Etat sur les familles qui ont le sentiment de passer injustement à la caisse une deuxième fois, après les impôts payés une première fois tout au long de la vie. Nous voulons abolir cette taxe sur la mort, la vie en a déjà assez supporté comme ça.

Une taxation plus équitable des revenus du capital doit s'accompagner de mesures stimulant l'investissement de l'épargne, soutenant l'esprit entrepreneurial et la création d'entreprises.

³ Inspiré d'un discours de Rober Kennedy.

Lorsque la fraude repose sur un système organisé, on ne parle plus de simple fraude, mais de criminalité financière. Comment accepter d'entendre de hauts magistrats parler de mainmise de la mafia en Belgique ? Nous proposons d'engager 3.000 agents supplémentaires dans l'administration fiscale et la police judiciaire. Imaginer ce qu'on pourrait rendre à la population avec ces quelque 30 milliards d'euros à récupérer chez ces escrocs ? Soit 2 fois le budget de la Wallonie, 2 fois ! Traquer les criminels du fric est une nécessité démocratique et de justice sociale.

Ces ratés de notre système fiscal et ses injustices engendrent de plus en plus la méfiance des citoyennes et citoyens dans le monde politique. Il leur paraît au mieux opaque, au pire incapable de répondre aux défis actuels. Pour beaucoup, l'esprit d'État a déserté la classe politique. La colère grandit. Les citoyennes et citoyens se sentent pris en otage par les divers niveaux de pouvoir, le délai de formation du gouvernement fédéral, les services publics inefficaces, les échanges politiques agressifs et délétères. Le malaise s'accroît. Ils se demandent à quoi ça sert de voter et de s'en remettre à des mandataires. Plus que jamais, il est urgent de régénérer notre démocratie.

Texte de la vidéo « La régénération de la Démocratie »

La régénération de la démocratie.

Être utile et efficace, ces qualités s'imposent à l'État. Les citoyens méritent une gouvernance avec un nouvel état d'esprit et un nouvel esprit d'État.

Ceci passe par une simplification des institutions, une plus grande performance des administrations, une participation citoyenne plus directe et une réduction du nombre d'élus.

L'intégrité de tous les mandataires est une obligation comme la qualité des services rendus et la maîtrise des finances publiques.

La démocratie sera ainsi vivifiée. Et la confiance restaurée.

Chers amis, seul un État utile et efficace peut inspirer la confiance. Entre les échéances, les citoyens ont la sensation de ne pas exister et subissent bon nombre de décisions sur lesquelles ils n'ont pas de prise. Pour mettre fin à cette situation, nous voulons les impliquer davantage dans le quotidien de la vie politique. Nous voulons permettre constitutionnellement la tenue de référendums ! Je sais, je connais le réflexe : la Question Royale. Et bien je l'affirme : ses stigmates ne peuvent plus, un bon 70 ans après, justifier que l'on se réfugie derrière cet argument cache-sexe pour rejeter ce processus éminemment démocratique. Osons la participation citoyenne directe sur le modèle de la votation suisse.

Nous souhaitons que la participation accrue à la décision politique des citoyens concerne également les personnes en situation de handicap. Celles-ci sont trop souvent oubliées dans les processus décisionnels et peinent à faire entendre leurs voix.

À mes yeux, aussi étonnant que cela puisse vous paraître, la prépondérance des présidents de partis est excessive en Belgique et tourne au ridicule lors des interminables périodes de formation des gouvernements. Nous voulons que les électeurs puissent peser plus directement

sur le choix des coalitions en votant pour plusieurs partis. Dans l'esprit de la circonscription fédérale, les citoyens pourraient aussi avoir une voix supplémentaire pour voter pour des partis d'une autre communauté linguistique. Nous proposons aussi d'imposer un délai maximal de six mois pour la formation du fédéral. A défaut, l'électeur sera invité à retourner aux urnes pour trancher entre différentes coalitions. Ça, c'est régénérant !

Les représentants politiques ont un devoir d'exemplarité et d'intégrité. Il est essentiel qu'ils aient le sens des responsabilités. Entrer en politique est un engagement citoyen au service de projets collectifs, non une carrière que l'on embrasse. Il est important que ceux qui s'y consacrent gardent du souffle, de l'authenticité et de l'enthousiasme. À dater des scrutins de 2024, nous proposons que chaque élu ne puisse exercer que trois mandats parlementaires complets. Pour un ministre, la limite serait de deux mandats complets.

L'éclatement des compétences et l'absence de hiérarchisation entre les normes des différents niveaux de pouvoir font obstacle à une action politique cohérente. Nous voulons assurer une meilleure coordination dont l'État fédéral serait le garant. Des refédéralisations de compétences sont aussi souhaitables pour une plus grande efficacité de l'action publique, notamment dans le domaine de la santé et du climat. Pour les compétences imposant une coordination entre les entités fédérées, l'État fédéral pourra fixer des objectifs contraignants et des normes à respecter par les Régions et les Communautés, tandis que celles-ci choisiront la manière de les atteindre. Si les entités fédérées n'atteignent pas ces objectifs, l'État fédéral pourra se substituer à elles et prendre des décisions à leur place. Le Fédéral serait ainsi le garant du respect de nos obligations internationales et de la loyauté fédérale.

Du côté francophone, il faudra suivre l'exemple flamand et rapprocher les Régions et la Communauté, toiletter le paysage francophone et en diminuer le nombre de ministres.

Nous voulons qu'à l'exception des fonctions d'autorité, les engagements administratifs prennent la forme de contrats à durée indéterminée, plutôt que de statuts, sans toucher aux avantages liés à la pension. Cela permettra d'attirer des personnes qui n'ont pas vocation à y faire l'ensemble de leur carrière et disposent d'une expertise acquise dans d'autres secteurs dont le privé.

L'impunité qui existe aujourd'hui sur les réseaux sociaux n'est par ailleurs plus tolérable. Ce qui est condamnable dans la « vraie vie » doit l'être aussi dans le monde virtuel. Une juridiction spécifique sera créée pour poursuivre tous les actes délictueux commis en ligne comme le harcèlement, les menaces ou la diffusion de photos et vidéos privées.

Mais la régénération de notre démocratie, chers amis, ne produira ses effets que si elle s'accompagne inévitablement d'un nouveau pacte social, un nouveau consensus sur le projet autour duquel faire société.

Texte de la vidéo « La régénération du Pacte social »

Le pacte social d'après-guerre visait les bénéfices pour les patrons et le pouvoir d'achat pour les travailleurs. Ce modèle est aujourd'hui dépassé. Du modèle de consommation, il faut passer au principe de participation.

La participation est un droit aux libertés fondamentales et aux ressources nécessaires. La participation est une responsabilité : l'esprit d'initiative, associatif et entrepreneurial doit être récompensé, ceux qui prennent des risques doivent être valorisés.

La solidarité ne peut pas se confondre avec l'assistanat. Solidarité, ça rime avec générosité et émanciper. Nous aspirons à une société où chacune et chacun a les moyens de réaliser ses projets. Nous avons besoin d'un nouveau pacte social.

Comme vous l'avez entendu, la Belgique de l'après-guerre s'est construite sur un contrat entre patrons et travailleurs axé sur la croissance économique. Aujourd'hui, ce modèle ne fonctionne plus. La sécurité sociale est structurellement en déséquilibre. La hauteur des cotisations sociales nuit à la compétitivité des entreprises et à la création d'emplois. Une partie de la population a le sentiment de contribuer sans cesse davantage. La classe moyenne se sent pressée comme un citron, toujours bonne à payer et rarement à être aidée. Une autre dépend d'allocations sociales qui lui permettent à peine de survivre et se retrouve enfermée dans la dépendance dès lors que l'obtention d'un travail faiblement rémunéré réduit ses revenus en raison des frais de garde et de déplacement ainsi que de la perte de ses allocations. Ces situations attisent les tensions sociales et le populisme. Il y a un piège, un cercle vicieux dont il faut s'échapper.

Nous aspirons à une société où tout le monde a les moyens de réaliser ses projets, où celles et ceux qui prennent des initiatives sont soutenus. Nous avons besoin d'un nouveau pacte social. Nous voulons qu'il favorise la participation et la responsabilité citoyenne, apporte le soutien et l'accompagnement nécessaires à l'inclusion de toutes et tous dans la société.

À travers ce nouveau pacte social, nous passerons d'une société de consommation à une société de participation. C'est à la fois un droit et une responsabilité.

Cette société de participation s'appuiera sur un socle de droits assurant à toutes et tous la satisfaction des besoins de base pour qu'elles et ils soient préservés de la pauvreté. Quels que soient les aléas de la vie, chaque membre de la société sera assuré de disposer des ressources suffisantes pour se nourrir et s'abriter.

La pauvreté infantile en particulier est inacceptable : un État social digne doit se donner comme ambition que plus un seul enfant ne vive sous le seuil de pauvreté. Comme les enfants au sein des familles monoparentales sont particulièrement à risque, nous voulons renforcer les aides spécifiques à leur égard. Nous proposons aussi que les avantages des familles nombreuses bénéficient à l'avenir aux ménages dès 2 enfants au lieu de 3, y compris pour les familles recomposées.

L'offre des centres d'accueil pour les sans-abris sera également développée car bénéficier d'un toit est la première étape de la réinsertion. Nous voulons ouvrir largement l'accès à la propriété

pour qu'il ne soit pas réservé aux seules personnes aisées. Pour les jeunes qui souhaitent s'installer, devenir propriétaire de leur premier bien devient de plus en plus compliqué, en raison de la hausse des coûts de l'immobilier et des exigences accrues des banques en termes de fonds propres. Nous voulons les soutenir via la suppression des droits d'enregistrement sur la première habitation et son lissage dans le temps, et l'exonération des 100.000 premiers euros gagnés au travail. L'accès au logement des familles monoparentales doit également être encouragé. Elles sont trop souvent discriminées par les propriétaires privés.

Disposer d'un travail est une garantie contre la pauvreté et la perte de lien social. L'État se doit d'assurer l'autonomie des personnes inactives afin de ne pas les enfermer dans une situation de dépendance. L'assistanat ne peut pas être une perspective, la solidarité doublée de la responsabilisation, oui. A ce titre, le fait que la Belgique soit l'un des très rares pays dans le monde à accorder des allocations de chômage de manière illimitée dans le temps est de moins en moins perçu comme légitime par les travailleurs. Cela incite certaines personnes, minoritaires certes, à produire peu d'efforts pour quitter leur statut d'allocataire social. Cela ébranle la solidarité des travailleurs qui jugent ce mécanisme obsolète au regard de leurs lourdes contributions à l'impôt. De plus, de nombreux allocataires finissent, avec le temps, par être exclus du monde du travail, dépendre du CPAS et sombrer dans la précarité, le décrochage social n'étant pas toujours très loin.

Nous proposons à la fois de limiter les allocations de chômage à une période de 2 ans, mais revalorisées et d'instaurer un droit à l'emploi. Au terme de cette période, un travail d'utilité publique dans le secteur public ou associatif serait en effet automatiquement proposé en tenant compte de son profil. Cet emploi serait rémunéré au salaire minimum. S'il est refusé, il n'y aura plus d'allocation de chômage mais bien le revenu d'intégration sociale. Ca aussi c'est disruptif.

Vivre dans l'imaginaire d'une Europe aux frontières fermées est un leurre. C'est aussi un repli identitaire peu souhaitable. Accueillir chacun est tout aussi illusoire. Les procédures de régularisation seront revues pour être davantage objectivées, humaines et transparentes et analysées au cas par cas. Nous nous emploierons à mettre fin à la stratégie de pourrissement actuelle. Notre humanisme doit aussi s'incarner sur ce type de politique. Nous refusons que des enfants puissent être détenus dans des centres fermés. Nous dénonçons toute tentative de criminalisation de la solidarité par la mise en œuvre de visites domiciliaires telles qu'elles ont été envisagées antérieurement. Et nous serons résolument solidaires des réfugiés ukrainiens, bien sûr, mais évidemment aussi des autres réfugiés qui fuient des zones de guerre.

Les femmes se voient trop souvent attribuer le statut de cohabitant qui entraîne une réduction de leurs allocations. Cette situation pénalise également les familles qui accueillent sous leur toit une personne en situation de handicap ou de dépendance. Le rejet des discriminations — la recherche d'une égalité homme-femme en particulier — invite à individualiser les droits sociaux. Ce sera l'un de nos combats.

Le nombre des bénéficiaires de l'assurance-maladie explose. Il excède désormais celui des bénéficiaires du chômage. Il est urgent que l'État perçoive le symptôme, derrière ces chiffres, d'un malaise profond et largement partagé au sein du monde du travail. Des politiques nouvelles doivent être définies avec les partenaires sociaux.

Afin que chacune et chacun ait la conviction d'être partie prenante de la vie sociale, nous proposons que chaque personne perçoive dès 18 ans un revenu de 600 euros mais uniquement en contrepartie d'une participation au bien commun : un travail, une formation, l'engagement dans une action associative ou les soins apportés à une personne dépendante. Ce revenu ne sera pas suffisant pour vivre, mais il s'ajoutera au salaire des travailleurs et réduira les pièges à l'emploi. Les principaux bénéficiaires ? Les femmes parce que ce sont souvent les premières victimes de la mécanique actuelle.

Chers amis, on le sait, le contrat de confiance entre les citoyens et les gouvernements est rompu lorsqu'ils ont le sentiment d'être soumis à l'arbitraire et à l'incompétence. Pour faire société et restaurer ce lien de confiance, il faut régénérer les libertés. Notre sixième et dernière régénération est celle des libertés.

Texte de la vidéo « La régénération des Libertés »

Il n'est possible de faire société que si l'on se sent respecté, écouté et protégé. Liberté et justice sont indissociables.

Le contrat de confiance de l'État est aujourd'hui fragilisé : liberté, mobilité, sécurité et justice ne sont plus suffisamment garanties. L'État doit retrouver sa crédibilité. Il doit être totalement impartial. Nous ne sommes libres qu'ensemble ; prendre soin de soi et des autres constitue un réel projet de société.

L'égalité homme-femme, l'égalité de tous les genres est une évidence. Les discriminations sont intolérables. Faire société, c'est accueillir la diversité des convictions et des cultures. Nous combattons la lutte des classes et la lutte des races.

L'être humain se trouve confronté à une accélération du monde, qui finit par donner le vertige. Il faut pouvoir reprendre le temps de se poser, de respirer, de ralentir. Le temps est une ressource rare et essentielle.

Pour faire société, chacun doit se sentir respecté, écouté et protégé. Liberté et justice sont indissociables. Nous voulons réinvestir massivement dans la justice et la sécurité qui fondent l'État de droit. Des milliers d'agents de police supplémentaires et de personnel dans les Parquets seront engagés.

La justice ne peut se réduire à la répression. Protéger est essentiel, mais une sanction n'a de sens que si elle vise la réparation et la réinsertion. Le coupable d'hier doit être le citoyen de demain. À chaque fois qu'une personne sort plus dangereuse de prison qu'elle n'y est entrée, c'est l'État de droit qui échoue. Seul un changement de méthode pourra réduire le taux de récidive.

Être libre, c'est vivre conformément à ses valeurs et à sa conscience. Nous défendons farouchement le droit de croire et celui de ne pas croire. Les convictions philosophiques ou religieuses méritent le respect, pas le mépris. Pour autant, si les spiritualités doivent être respectées et non méprisées, il n'en demeure pas moins qu'elles n'ont pas à guider l'action

publique. La loi doit donc clairement primer sur la foi ! Sans une séparation claire des cultes et de l'État, celui-ci ne pourrait agir de manière impartiale en toutes circonstances.

Notre mouvement veut d'un État résolument impartial et pluraliste. Nous attendons de lui qu'il fasse preuve d'une neutralité totale, mais bienveillante, à l'égard des religions et des mouvements philosophiques, qu'il leur garantisse une protection constitutionnelle, dans le respect de l'égalité de traitement, pour permettre à celles et ceux qui le souhaitent de pratiquer leur culte. La quête de sens reste en effet un élément important dans la vie.

Nous pensons qu'il n'y a de société possible que dans la bienveillance réciproque et l'écoute mutuelle. La question de la cohabitation des convictions ne doit cependant pas être abordée avec un angélisme béat. Des phénomènes de radicalisation sont à l'œuvre et nécessitent une vigilance accrue, des postures fermes sur les principes fondamentaux de notre État de droit, ainsi qu'une action vigoureuse de nos services de renseignement. Nous attendons de l'État qu'il soit intransigeant vis-à-vis de toutes formes de radicalisme et de fondamentalisme. Notre mouvement n'acceptera pas que quiconque puisse reconnaître, adhérer ou soutenir sous quelque forme que ce soit quelconque mouvance fanatique ou radicale.

La liberté, c'est aussi celle qui doit être reconnue aux femmes, quelle que soit sa foi ou non, dans son intégrité morale et physique, en égalité de droits. Nous ne saurions tolérer quelconque propos ou attitude laissant penser que certaines races ou religions seraient supérieures à d'autres, ni qu'un homme serait par nature supérieur aux femmes. Cette égalité absolue de traitement et de considération est un élément central de la régénération du vivre ensemble. Il implique le droit de la femme à disposer librement de son corps.

Aimer la personne que l'on souhaite, qui nous aime en retour est l'une des libertés les plus évidentes. C'est pourtant l'une des plus récentes et des plus fragiles. Elle continue à être remise en question par des gouvernements ou des citoyens, souvent en instrumentalisant les religions alors que celles-ci devraient être source de sens et de solidarité. Nous refusons les paroles et les comportements stigmatisants, humiliants à l'égard des communautés homosexuelles et transgenres. Nous nous battons contre l'homophobie et la transphobie qui restent quotidiennes en Belgique. Les communautés LGBTQIA+ trouveront dans notre mouvement écoute, respect, considération, défense de leurs droits et engagement pour leurs vécus.

Aussi essentielles soient-elles, les relations les plus intimes peuvent devenir toxiques. La violence s'imisce trop souvent au sein du couple et ce sont très majoritairement les femmes qui en sont les victimes. Chaque année 40.000 plaintes pour violences conjugales sont enregistrées en Belgique. La réalité est certainement plus grave encore. Nous sommes le 12 mars 2022. En deux mois et demi, il y a déjà eu 7 féminicides. Sept ! C'est insupportable ! Nous en ferons une cause nationale.

L'être humain se trouve confronté à une accélération du monde, une succession toujours plus rapide d'événements, une multitude d'opportunités. Ce tourbillon finit par donner le vertige. L'humain doit pouvoir prendre le temps de se poser, de respirer, de ralentir lorsqu'il le souhaite. Le temps est une ressource rare et essentielle. Celui qu'il perd, celui qu'on lui prend, est vécu comme une violence inouïe lorsque l'épuisement guette. Les burn-out professionnels et familiaux, en forte croissance, sont l'expression d'un temps qui manque pour soi et ses proches. Nous voulons utiliser le temps de manière plus sobre et efficace.

Nous voulons œuvrer à une meilleure organisation collective pour réduire le temps perdu. Supprimer les embouteillages permettra de retrouver des minutes précieuses et une qualité de l'air appréciable. Si la pandémie nous a isolés les uns des autres, elle a libéré le citoyen d'une de ses principales sources de stress : le temps perdu dans ses déplacements.

Nous voulons interroger les rapports de l'homme et de la machine. Un cadre législatif, à l'échelon national comme international, doit être défini pour encadrer le développement du numérique et de l'intelligence artificielle. Il devra comporter une attention aux enjeux de genre et de cyberviolence. D'ici peu Metaverse proposera aux citoyens de vivre dans un monde numérique parallèle où il lui sera possible de travailler, de se divertir, d'aimer et de vivre. Certains d'entre eux s'identifieront davantage à leur avatar, leurs expériences numériques auront plus d'importance que celles vécues dans la réalité biologique. Ce qui au départ ne semble qu'un jeu pourra devenir une psychose et créer la même dépendance qu'une drogue dure. Nous voulons encadrer le développement de cette réalité virtuelle, ne pas la laisser aux mains de quelques acteurs privés. Personne ne souhaite arrêter le progrès scientifique et technologique, mais le vivant n'est pas qu'un enjeu technologique. Nous aspirons à un développement conscient et maîtrisé des nouvelles techniques et soutiendrons le formidable réseau d'entreprises innovant dans le gaming, la blockchain ou l'intelligence artificielle.

A travers les propos que j'ai partagés avec vous, et les quelques exemples que j'ai mis en exergue, vous mesurez une partie de la richesse de réflexion, des valeurs et des personnes qui ont nourri la rédaction du projet de manifeste. Vous mesurez combien les aspirations citoyennes exprimées durant deux ans sont vastes. J'espère sincèrement que vous aurez l'occasion d'en apprécier le contenu, d'en reconnaître la fraîcheur et ses lignes de positionnement très contemporaines. Notre mouvement se voulant résolument participatif, ce manifeste est un projet soumis à vos amendements et réflexions. C'est aussi une démarche atypique.

(Queen) Voilà, chers amis, nous y sommes. Nous allons à présent nous lancer ensemble sur la route d'une nouvelle idée politique, d'une nouvelle idée de la politique. Un autre modèle, un autre nom et une autre couleur pour faire rayonner notre singularité, notre détermination et nos convictions. Nous serons en rupture par rapport à la participatie, et en avance par rapport aux défis de demain. C'est avec beaucoup d'émotion que je vous propose de découvrir LA nouvelle route que je vous invite à parcourir ensemble, notre nouvelle route...

LANCEMENT VIDEO REVEAL

Merci pour votre accueil à votre nouvelle couleur, à votre nouvelle identité, à votre nouveau projet. Je l'espère de tout mon cœur : avec celles et ceux qui nous rejoindront, nous tracerons ensemble les contours d'une société réenchantée. Une société profondément vivifiée où la quête du bien-être se substituera au toujours plus !

Nous voulons fédérer des personnes et des associations qui privilégient la recherche du bien commun à la défense des intérêts spécifiques ou de clientèles électorales. Nous refusons d'opposer les personnes favorisées aux précarisées, les aînés aux jeunes, les croyants aux

athées, les hommes aux femmes, les hétérosexuels à tous les autres, les personnes nées ici à celles nées là-bas, les néerlandophones aux francophones, les citoyens aux politiques...

À la lutte des classes ou, pire, à la lutte des races, nous substituons la réconciliation citoyenne. Nous voulons rassembler chacune et chacun autour d'un projet universaliste et alternatif de régénération de la société.

De plus en plus de personnes ne perçoivent plus le sens d'une vie à courir sans cesse derrière un temps qui s'échappe, où elles sont constamment soumises à un stress grandissant. De plus en plus de personnes ont l'impression de perdre leur vie à la gagner. Nous souhaitons leur rendre la maîtrise de leur temps. Le temps de vivre sereinement et de bien faire ce qu'elles entreprennent. Le temps de se poser, de se retrouver avec elles-mêmes et avec ceux qu'elles aiment. Le temps de chercher, de ressentir le sens de notre existence.

Pour atteindre cette régénération, notre mouvement doit être différent des partis traditionnels.

Les Engagés, c'est un mouvement qui stimulera la participation et le débat d'idées.

Toute personne qui s'y reconnaît peut y adhérer librement, quels que soient son milieu, sa langue, sa nationalité, sa culture et ses convictions philosophiques ou religieuses. En créant ce mouvement politique, déterminé et positif, nous voulons poser les jalons d'une société réinventée, enthousiasmée, équilibrée et apaisée. Nous y arriverons ensemble.

Car vous l'aurez tous compris, on ne peut plus se permettre, face à tant de défis, de simplement continuer à s'indigner. Il faut s'engager !

Je vous invite donc toutes et tous, ici présents ou à venir, à vous engager à nos côtés, à transformer vos légitimes déceptions en énergie constructive et continue. Nous avons besoin de votre énergie pour incarner un courant alternatif, favoriser le changement et régénérer notre société en profondeur. Il y a tant de désespérances, de résignations et d'indignations. Soyons au contraire et plus que jamais des citoyens enthousiastes, déterminés et engagés !

Oui nous sommes les Engagés ! Les Engagés pour une société que nous allons régénérer !